

COMBAT OUVRIER

SUPPLEMENT AU MENSUEL

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire
en Martinique et en Guadeloupe

Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe

Pour la reconstruction de la IV^e Internationale

SAMEDI 3 AVRIL 1976

BI-HEBDOMADAIRE TROTSKYSTE — PARAÎT MERCREDI ET SAMEDI PRIX : 0.30 F

EDITORIAL HABY EN GPE: une visite touristique

La Guadeloupe depuis deux ans a eu droit à la visite de nombreux ministres. Tour à tour y sont venus Chirac, Stirn, le ministre des P. et T., le ministre de l'artisanat et du commerce. La dernière visite en date c'est celle de René Haby, ministre de l'éducation. Arrivé le jeudi 1^{er} avril à 14 h. 30, Haby se sera rendu à Bas se-Terre, St. Claude, puis le lendemain à Bouillante et Gosier.

Il aura donc ignoré Pointe à Pitre où se trouvent pourtant le Vice-Rectorat et la chancellerie du Rectorat. Quant aux syndicats enseignants qui avaient beaucoup de choses à lui dire le ministre a préféré ne pas les rencontrer. Les 75% des enfants entre 3 et 6 ans ne sont pas scolarisés faute d'écoles maternelles, que seulement 17% des enfants d'une génération arrivent au baccalauréat alors qu'en France 40% atteignent ce niveau, que 50% des élèves des CET se fassent éliminer entre la 1^{ère} et la 2^{ème} année de BEP, en un mot que la Guadeloupe connaisse le plus fort taux d'échec scolaire de tous les départements, Mr. Haby s'en moque. Mais il n'y a rien d'étonnant à cela : Haby est le responsable d'une réforme qui vise à éliminer du circuit scolaire le plus grand nombre d'enfants de travailleurs et des couches défavorisées de la société. En Guadeloupe cette réforme aura des conséquences encore plus dramatiques.

Haby laissera inchangés les problèmes scolaires en Guadeloupe.

~~~~~

~~~~~

Un jeune Dominicain de 22 ans, Desmond TROTTER devrait être pendu dans les jours qui viennent. Son pourvoi en cassation vient d'être rejeté par le private council. Il avait été accusé d'avoir tué le 26 février 1974 un Américain, John Jisarek.

En réalité, au cours de son procès, aucune preuve de la culpabilité de Trotter n'a été donnée. A l'heure de l'assassinat, Trotter était chez lui, alité, atteint d'une bronchite. L'accusation n'a pas retenu que le revolver ait appartenu à Trotter. La seule preuve de la culpabilité était le témoignage d'une jeune fille originaire d'Antigue. Cette jeune fille a déclaré plus tard avoir subi des pressions de la part de la police Dominicaine.

TROTTER ne doit pas mourir. Il peut encore être sauvé.

La protestation contre la condamnation de Trotter s'élargit.

~~~~~

## souscription

Le Comité Desmond Trotter fait circuler une liste de souscription pour venir en aide aux militants Dominicains qui luttent pour sauver Desmond Trotter, et pour faciliter son action.

Participer à cette souscription, c'est contribuer à sauver Desmond TROTTER.

PARTICIPEZ MASSIVEMENT A LA SOUSCRIPTION.

## guadeloupe MANIFESTATION DES ENSEIGNANTS

La plupart des syndicats enseignants de la F.E.N. (S.N.I., S.N.E.S., S.N.E., S.N.E.T.A., S.N.A.E.N., S.N.P.E.N.) et le S.N.T.P. C.G.T. avaient appelé leurs adhérents à cesser le travail les 1<sup>er</sup> et 2<sup>ème</sup> avril, à l'occasion du voyage de Haby, ministre de l'éducation nationale, en Guadeloupe.

Ce sont près de 400 enseignants de toutes ces catégories qui se sont retrouvés au meeting organisé par la F.E.N. et les syndicats, au hall des sports de Pointe à Pitre.

Tour à tour, les représentants des différents syndicats exposèrent les pro-

blèmes propres à leur catégorie et dénoncèrent la réforme Haby.

Après le meeting, tout le monde se retrouva au oude à coude en une importante manifestation dans les rues de Pointe à Pitre. C'est aux cris de "Non à la réforme Haby", "Haby touriste", "A bas l'enseignement colonial" que défilèrent l'ensemble des manifestants.

Vers 12 h.30, devant le vice-rectorat, tous se dispersèrent après l'allocution du représentant de la F.E.N.

Rendez-vous fut pris, le lendemain donc pour une autre manifestation.

~~~~~

la campagne DESMOND TROTTER

en martinique

La campagne de protestation pour sauver Desmond Trotter continue et s'amplifie : la manifestation à laquelle a appelé le Comité de Défense de Desmond Trotter le samedi 27 mars, a rassemblé plusieurs centaines de personnes. Ce fut une manifestation dynamique qui s'est terminée par une prise de parole sur la savane.

Une délégation d'une quinzaine de personnes environ, pour la plupart des dirigeants syndicaux, politiques ou des démocrates, s'est rendue à la Dominique auprès de Patrick John, mais celui-ci n'a pas daigné la recevoir.

Comme on le voit bien le 1^{er} ministre de la Dominique, dictateur sanglant, homme de paille de l'impérialisme, ne pourra pas accomplir comme il l'avait espéré son forfait dans le silence. Cette campagne doit continuer. Il faut arracher Trotter des mains de son bourreau.

en guadeloupe

En Guadeloupe, un meeting s'est tenu vendredi soir au Centre Culturel Rémy Nainsouta à l'initiative de plusieurs organisations : C.G.T.G., Groupe Révolution Socialiste, U.J.C.G., Ligue des droits de l'homme, Combat-Ouvrier, P.C., P.C.G., La Vérité. Ces mêmes organisations ont décidé de constituer un Comité de Défense pour empêcher l'exécution de Desmond Trotter et obtenir sa libération.

Rejoignez le Comité.

Il faut sauver DESMOND TROTTER.

LE PAIN AUGMENTE DEUX FOIS PLUS QUE LE

S.M.I.C.

A partir du 1^{er} avril, le S.M.I.C. doit passer de 51,54 F à 52,72 F pour 8 heures de travail, soit 6,59 F de l'heure.

Mais cette augmentation est absolument insignifiante face à la hausse des prix. En effet, le pain, par exemple, vient d'augmenter de plus de 4%, c'est à dire deux fois plus que le S.M.I.C. Si les travailleurs comptent sur le gouvernement pour défendre leur niveau de vie, c'est le pain lui-même qui risque de disparaître un jour de leur garde-manger.

PRISE DE POSITION DE 17 JOURNALISTES ET TECHNICIENS DE FR3 MARTINIQUE : UNE CAUTION A LA POLITIQUE DE SUHAS.

17 journalistes et techniciens de FR3 viennent de faire paraître une motion, où ils affirment être atteints dans leur honnêteté professionnelle par les attaques de "quelques feuilles tendancieuses dont les mobiles sont la politique ou l'exploitation du scandale" (sic!).

Ils dénoncent "la campagne d'intoxication et d'information organisée par des prétendus journalistes aux ordres d'une poignée d'agités".

Voilà des journalistes qui ont perdu une belle occasion de se taire, pour une fois.

Nous prétendons pour notre part que les moyens d'informations sont contrôlés par le pouvoir et en le disant, nous ne pensons pas porter atteinte à l'honneur ou à la dignité des journalistes. Nous savons qu'il est souvent difficile de mener certains combats. Et celui des techniciens qui constatent cette emprise de l'administration coloniale sur l'information est sûrement très difficile.

Les signataires de la motion ne peuvent ignorer que leur texte ne peut être ressenti par l'opinion que comme une approbation de la façon dont l'information est contrôlée aux Antilles par le pouvoir colonial. Car s'il est légitime de vouloir défendre son honneur de journaliste, il est pour le moins curieux que les problèmes soulevés par les manifestants de l'ALERTE soient simplement traités de "campagne d'intoxication" et les protestataires d'"agités". Notons encore que les signataires ont tout simplement oublié, lorsque Lucette et Césaire ont été mis à la porte, de prendre position.

Alors que signifie une telle motion sinon un acte d'allégeance de journalistes soucieux d'être bien vus du pouvoir?

En tout cas, cela ne pourra être interprété autrement.

SOUFRIÈRE un manque criminel de crédits

Mercredi, Haroun Tazieff tenait une conférence de presse. Les inquiétudes bien légitimes de la population se seront quelque peu apaisées. En effet de l'avis du célèbre volcanologue, une éruption n'est pas à craindre dans l'immédiat. Et même si elle devait se produire, la population aurait encore un temps suffisant pour évacuer.

Cela, tout le monde voudra bien le croire, mais, même s'il existait "une chance sur un milliard" (comme le disait Haroun Tazieff), cette chance existe quand même disons nous.

Et à ce propos, il existe un fait particulièrement grave, c'est le manque de crédits mis à la disposition de la recherche permettant de détecter d'éventuelles éruptions.

Il existe actuellement des techniques très au point qui permettraient de prévoir précisément la date ou la période d'une éruption. Mais, comme H. Tazieff le disait lui-même, le gouvernement se contente de promettre des crédits sans jamais rien accorder.

C'est une attitude quasi criminelle de laisser des populations vivre sous la menace d'éruptions volcaniques sans tout mettre en œuvre en hommes et matériel pour assurer leur protection et leur tranquillité.

Mais cela n'est pas le souci des princes qui nous gouvernent. Ils préfèrent gaspiller des milliards à la fabrication de bombes atomiques et autres engins de mort, construire des navires coûteux et inutiles plutôt que d'assurer le maximum de sécurité à la population.

ESPAGNE : la gauche muselée par le pouvoir

Lundi 29 mars, la police espagnole a interdit la 1ère conférence de presse de la "Coordination Démocratique". Cet organisme regroupe, pour la 1ère fois depuis la guerre civile, les principaux partis et syndicats d'opposition, allant du PCE, jusqu'aux... Carlistes, en passant par divers sociaux-démocrates.

Cinq personnalités se rendant au lieu de la conférence ont été interpellées. Trois ont été retenues en prison, dont M. Camacho, leader des commissions ouvrières qui vient de passer plus de 15 ans dans les geôles franquistes.

Le gouvernement de Juan Carlos a donc voulu mettre un coup d'arrêt brutal aux pourparlers menés depuis 3 mois par le PCE et l'opposition espagnole. Et cela malgré les déclarations des ministres "libéraux" du gouvernement Arias qui voudraient rendre l'évolution démocratique de l'Espagne, crédible aux yeux des partenaires européens. Il a montré qu'il restait le fidèle représentant de l'extrême-droite et donc nullement prêt à laisser s'organiser une opposition comprenant le PCE qui pourrait donc susciter des espoirs parmi les travailleurs.

Ses méthodes sont les mêmes que celles employées pendant 30 ans par Franco : la répression.

La "Coordination Démocratique", regroupement du même type que le Front Populaire de 1936, est une force bien faible à opposer à un tel régime.

L'extrême-droite espagnole ne reculera que lorsque la force révolutionnaire des travailleurs l'y contraindra.

EXCUSES AUX LECTEURS

Nous nous excusons auprès de nos lecteurs du retard accusé par la vente de notre mensuel N°59, qui, pour des raisons techniques, n'a pas pu nous parvenir à temps.

Il est cependant maintenant possible de l'acheter dans les boutiques.

Autour de la liberté d'expression à FR3 Martinique

Dans le cadre de la campagne pour la liberté d'expression à FR3, le comité permanent de la gauche lui aussi, après les manifestations lancées par l'ALERTE, s'est mis en branle. Il organisait mercredi 31 mars, un meeting pour protester contre la politique de matraquage et de propagande menée par le gouvernement colonialiste français par l'intermédiaire de la Radio-Télévision. Il fut largement question aussi du flic au rasoir qui agressa Relautte lors de la manifestation pacifique devant les portes de FR3, pour exiger la démission de son directeur, Suhas, et la réintégration de 2 journalistes Lucette et Césaire. Le comité permanent de la gauche martiniquaise annonce aussi une journée pour le 15 mai.

La mobilisation commencée avec l'action menée par l'ALERTE, s'élargit donc. Et on ne peut que s'en féliciter.

Elle devra encore s'amplifier. Il faudra véritablement se battre pour exiger, ne serait-ce qu'un minimum de droit à l'information et à la culture que la bourgeoisie reconnaît officiellement à tous les citoyens français. Le fait que cette lutte se heurte inévitablement aux fusils (ou aux rasoirs) des chiens de garde du colonialisme français prouve, une fois de plus que de "citoyens français", nous n'avons que le nom.

ECHOS DU COMMERCE

GREVE D'AVERTISSEMENT CHEZ MALLENEC

Lundi dernier les travailleurs de chez Mallenec ont fait une grève d'avertissement de 24 heures pour appuyer leurs revendications. Ils réclament :
- 1300 f pour les manoeuvres
- 1500 f pour les chauffeurs
- 1563 f pour les réceptionneurs
- une prime de transport de 150 f, une prime d'ancienneté, une prime de vacances, entre autres choses...

Ces camarades ont choisi le seul langage que comprennent les patrons. C'est par une action dure qu'ils pourront arracher leurs revendications.

PRISUNIC-RAIZET : UNE NOTE DE SERVICE MEPRISANTE.

La note de service affichée par le directeur pour exiger le dépôt de tous les paquets du personnel à son bureau n'a pas été appréciée par les employés. L'une d'entre elles a en effet refusé de déposer son paquet, et a été sévèrement réprimandée par les chefs. Elle ne s'est d'ailleurs pas laissée faire.

Qu'attend donc le syndicat pour prendre position sur les notes de service méprisantes du patron ?

En effet, une action solidaire de toutes les employées serait la seule réponse valable à l'arrogance du patron.

DIRECTEUR DE PUBLICATION : M.E. ZOZOR
COMMISSION PARITAIRE N° 51728
RONEO DU JOURNAL : P.A.P.
CORRESPONDANT : G. BEAUJOUR
8ème SUPPLEMENT AU MENSUEL N° 59